

où le système monarchique n'avait cessé de dominer depuis cinq siècles. Il suffit de le signaler aux personnes convaincues des aspirations prétendues du Mexique vers le régime républicain, pour leur montrer sur quelles bases reposent leurs convictions.

Aussitôt après la signature du traité de Cordova, O'Donoju se rendit à Mexico, où il arriva le 26 septembre 1821. Le lendemain 27, Iturbide, à la tête de 16,000 hommes, fit son entrée dans la capitale. Le peuple l'accueillit avec enthousiasme et l'acclama au cri de : — « Vive le libérateur ! » — des monceaux de fleurs tombaient de toutes les fenêtres et jonchaient les rues par où il passait. L'acte de l'indépendance fut officiellement proclamé le lendemain, et comme récompense nationale Iturbide reçut des éloges publics, un million de piastres, vingt lieues carrées de terre et fut nommé généralissime de toutes les forces du nouvel État. Jamais plus beau jour ne brilla sur ce magnifique pays qui devait éprouver tant de malheurs.

PREMIER EMPIRE

1821-1824

L'assemblée des notables, décrétée par l'article 5 du plan d'Iguala, tint sa première séance le 15 septembre 1821 ; elle déclara, le lendemain 16, — jour devenu fête nationale, — l'indépendance qui ne fut officiellement promulguée que le 28, comme je l'ai déjà dit. Ce même jour, le gouvernement provisoire s'installa ; il commença ses fonctions par nommer D. José Manuel Herrera, ministre des affaires étrangères, D. José Domingo Manso, ministre de la justice, D. Raphaël Perez Maldonado, ministre de finances, D. Antonio Medina, ministre de la guerre, et D. José Maria Fagoaga, président du conseil. O'Donoju, étant mort le 8 octobre, fut remplacé par l'évêque de Puebla, D. Antonio Joaquin Perez.

Lorsque les commissaires du Mexique, envoyés pour offrir le trône à Ferdinand VII, arrivèrent à Madrid, ils y furent très mal reçus. Le roi ne voulait pas abandonner la couronne des Castille pour en prendre une autre, gênée par une constitution. Don Carlos, pensant succéder à son frère qui n'avait pas d'enfant, préféra rester. Don Francisco de Paulo

eût accepté, mais les Cortès, dont l'autorisation lui était nécessaire, répudièrent avec dédain le traité de Cordova qui fut déclaré nul et non avenu. La cour de Madrid aurait pu, par une adhésion, sortir de la crise provoquée par ses rigueurs, avec des compensations que n'avait pas eues l'Angleterre elle-même, lors de l'émancipation de l'Amérique du nord ! Malheureusement, l'Espagne, malgré ses révolutions, languissait encore dans l'absolutisme ; elle était soumise à un roi qui, jugeant plus royal d'être gouverné par ses familiers que par les représentants de la nation, crut pouvoir traiter les peuples comme des enfants mutins. La cour et les Cortès prirent la résolution d'envoyer des renforts aux corps espagnols qui occupaient encore quelques positions en Amérique. La conséquence de cette conduite fut une rupture complète de tout pacte entre le Mexique et l'Espagne.

Le pouvoir exécutif et l'assemblée des notables travaillèrent à Mexico, jusqu'au 24 février 1822, à la meilleure organisation possible de cette société qui n'avait que quelques jours d'existence. Ils imitèrent les institutions espagnoles, seuls modèles que possédaient les colonies. L'assemblée des notables finit par altérer les pouvoirs qui lui avaient été accordés ; ses membres ambitieux entrèrent en lutte avec la régence, et de cet antagonisme prématuré devait naître l'hydre de l'anarchie.

Dès l'origine de cette assemblée on voit deux partis intriguer contre le sauveur du Mexique : les républicains et les bourbonniens. Les républicains savaient qu'ils ne pourraient jamais amener Iturbide à contribuer à l'établissement de la république, parce que ce général croyait que cette forme de gouvernement ne convenait pas aux Mexicains. — « La nature, disait-il, ne produit rien par de brusques changements ; elle opère par degrés successifs. Le monde moral suit les mêmes lois que le monde physique. Tenter de nous affranchir tout d'un coup de l'état d'avilissement, de servitude et d'ignorance où nous languissions depuis trois siècles,

durant lesquels nous n'eûmes ni livres, ni instituteurs, et où la possession de quelques lumières eût été regardée comme un motif suffisant de persécution ; penser que nous pouvions nous instruire et nous civiliser en un instant et comme par enchantement ; que nous pouvions à la fois acquérir toutes les vertus, abjurer tous les préjugés, renoncer à toutes prétentions déraisonnables, étaient des chimères qui ne pouvaient appartenir qu'aux visions d'un enthousiaste. »

Les bourbonniens, de leur côté, désiraient sa chute, car aussitôt que la cour de Madrid eut désapprouvé la conduite de O'Donoju, le traité de Cordova devenant sans effet, dans la partie qui appelait les Bourbons au trône du Mexique, la nation rentra dans la pleine jouissance d'élire pour son souverain l'homme qu'elle voudrait, et les bourbonniens, n'espérant plus voir un Bourbon ceindre la couronne mexicaine, ne songèrent qu'à faire retomber le pays sous la dépendance primitive de l'Espagne. Mais l'opinion publique étant en faveur d'Iturbide, toutes ces intrigues ne purent se produire au grand jour que plus tard. Un troisième parti, — celui des Iturbidistes, — commençait à désirer un surcroît de grandeur pour son héros. Quant au parti appelé depuis — anarchiste, — il n'était pas encore régularisé en 1822.

Ces divisions, ces luttes sourdes paraîtraient étonnantes, le lendemain du triomphe de l'indépendance, si l'histoire mexicaine ne nous en révélait pas les causes dans les passions de la veille, les intérêts du moment et l'introduction au Mexique de loges maçonniques, créées dans un but politique. Les loges des francs-maçons du rite *écossais* se formèrent à la fin de 1820. En 1822, les Espagnols et le parti bourbonnien secondaient les vues des *Écossais* et cherchaient à renverser Iturbide. Deux années plus tard, le ministre des États-Unis, M. Robert Poinsett, introduisit le rite des *yorkinos* pour contre-balancer l'influence des *Écossais*. Voici ce que dit à leur sujet le rapport de la commission de l'as-

semblée des notables, nommée en 1863, dans son aperçu sur l'histoire mexicaine : — « Il s'établit des loges sous les dénominations de *escoceses* et de *yorkinos*... Ces clubs ténébreux décidèrent dès lors du sort du pays ; c'est là que se distribuèrent les emplois publics, que se tramaient les complots pour assurer les élections, que se dictaient les listes de proscription et les arrêts de mort... le Mexique ne peut se rappeler l'époque fatale pendant laquelle les sociétés secrètes étendirent leur domination, sans se représenter l'abominable scène où les autorités elles-mêmes livrèrent le premier assaut à la propriété, celle du pillage du *Parian* en 1828, qui ruina tant de familles, et cela avec l'autorisation d'un gouvernement obéissant à l'épée du chef de cette honteuse sédition. »

En effet, on verra bientôt ces sociétés à l'œuvre pour renverser le frêle édifice construit sur le plan d'Iguala. Tandis que les intérêts privés se préparaient ainsi à se substituer aux intérêts publics, l'assemblée des notables montrait déjà son inexpérience, son ineptie et les mauvais sentiments qui l'agitaient. Son premier devoir après son installation était de publier une proclamation — *convocatoria* — pour les élections des députés et la réunion du congrès qui devait donner une constitution à la monarchie. Cette *convocatoria* contenait des instructions prescrivant le mode d'élection, et fixant le nombre des députés à élire dans chaque district ; elle fut adressée aux députations provinciales qui la répandirent ensuite dans leurs juridictions respectives. Cet acte était tellement défectueux, malgré l'impardonnable lenteur avec laquelle il fut rédigé, qu'on assignait un seul député à des provinces de cent mille habitants, et quatre à une de cinquante mille. En outre, elle fit dépendre la nomination des députés, non du vote d'un district, mais de celui des municipalités des principales villes, dont les membres devinrent ainsi les seuls électeurs, de sorte qu'après la dissolution de l'assemblée, ils passèrent tous au congrès ; car, en réalité ils se nommaient eux-mêmes.

Ce premier congrès s'installa le 24 février 1822, sous la présidence de D. Hipolito Odoardo. Il institua l'ordre de N.-D. de Guadalupe, et conféra des récompenses à ceux qui avaient figuré pendant la révolution. Il était pitoyablement composé ; auprès de quelques hommes d'honneur on voyait des individus d'une conduite notoirement scandaleuse, des banqueroutiers frauduleux, des démagogues fougues, des officiers qui avaient violé les lois de la guerre, et même des ennemis de l'indépendance. Le principal objet pour lequel il avait été convoqué, était la rédaction d'une constitution mexicaine ; il n'en fut pas écrit une ligne. Il n'y avait pas de fonds pour payer l'armée, ni les fonctionnaires publics ; pas de revenus, ni même de système financier ; celui qui existait sous la domination espagnole avait été aboli sans être remplacé par un autre. Malgré les sollicitations pressantes et répétées d'Iturbide, le congrès ne voulut point s'occuper de ces graves questions ; il refusa pareillement de prendre aucune mesure à l'égard des tribunaux, alors désertés, et de la justice qui était totalement négligée. A cette étrange incurie se joignirent bientôt les actes d'une malveillance directe.

Le 3 avril, le général espagnol D. Juan de Orbegozo, fit remettre un ordre à Iturbide, le priant de se rendre personnellement au congrès pour lui faire part d'une communication concernant le salut public. Iturbide s'y rendit avec Yañez et Barcena, au moment où les députés venaient de conclure qu'on ne l'écouterait pas, influencés surtout par leurs collègues Bustamante, Iturralde, Odoardo et Roman. Orbegozo lui remit une note dans laquelle on l'accusait de faits relatifs à son administration. Iturbide voulut se justifier. Orbegozo lui dit qu'il ne pouvait pas permettre des explications et que la régence devait quitter la salle des sessions, que sinon le congrès ne se croirait pas libre pour délibérer. — « Je ne puis abandonner ma patrie à des mains infidèles, répondit Iturbide. » Puis il accusa directement plusieurs membres du congrès, entre autres Fagoaga, Tagle et Odoardo, d'avoir

des intelligences avec les expéditionnaires espagnols qui se battaient à quinze lieues de la capitale contre les Mexicains. Les députés accusés quittèrent la salle et la régence se retira, laissant le congrès dans une grande confusion.

Les partis se dessinèrent alors plus ouvertement. D. Valentin Gomez Farias, député de Zacatecas défendit avec beaucoup de zèle le président de la régence. Davila envoyait du fort de S. Juan d'Uloa des circulaires pour exhorter les Espagnols à rétablir l'autorité de Ferdinand VII. Deux villes venaient de s'insurger dans ce sens. Le congrès donna un vote de confiance aux députés accusés de trahison. Le 11 avril, il déposa les régents Burcena, Vélasquez de Léon et l'évêque Perez qui furent remplacés par le comte de Heras, D. Miguel Valentin et D. Nicolas Bravo, ennemis d'Iturbide. Après cette mesure, il décréta un règlement qui déclarait le commandement de l'armée incompatible avec les fonctions du pouvoir exécutif. Ce décret fut la cause immédiate qui hâta l'événement du 18 mai 1822. Des menaces proférées contre Iturbide, une conspiration découverte et dont l'objet était de l'assassiner, émurent les amis du président et l'armée.

Dans la soirée du 18 mai, des soldats, conduits par Pio Marcha, sergent dans les troupes régulières, parcoururent la ville au cri de : « Vive Augustin I^{er}, empereur du Mexique. » A ce cri, d'autres soldats sortis des casernes vinrent se joindre aux premiers; bientôt la multitude fit retentir la ville des mêmes clameurs. La capitale s'illumina subitement, les balcons se pavoisèrent et pas un citoyen n'exprima la moindre désapprobation, preuve incontestable de la popularité dont jouissait Iturbide. Il voulut protester contre cette singulière élection, mais ses amis l'en empêchèrent, en lui représentant que c'était le seul moyen d'opposer une digue aux maux que le congrès répandrait sur le pays par ses ambitions, ses jalousies et son incapacité. Néanmoins, l'élu populaire passa le reste de la nuit à rédiger une proclamation pour rappeler le peuple et l'armée à l'ordre et à la légalité. Le lendemain il convoqua la régence, assembla les

généraux et les officiers supérieurs, instruisit officiellement le président du congrès de ce qui était arrivé, et l'invita à convoquer sur-le-champ les députés pour une séance extraordinaire.

Après avoir vu ce qui s'était passé le mois précédent dans le congrès, on se serait attendu à plus de résistance dans la journée du 19 mai, pour la ratification du vote populaire par la chambre, mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque les partisans d'Iturbide étaient très nombreux; le clergé, redoutant les principes qui commençaient à se faire jour dans le congrès, favorisait également le président de la régence; il avait donc pour lui toute la nation, sauf les républicains, parti trop jeune encore pour être bien fort, et les Espagnols absolutistes. Ces deux partis n'auraient-ils pas constitué une grande minorité dans le congrès, ils auraient cédé dans ce moment, car la voix du peuple parlait trop haut, et il n'est jamais prudent de lui résister lorsqu'elle se manifeste dans une émeute. Aussi, tous les députés appelés furent d'avis qu'Iturbide acceptât la couronne impériale. Quoique la salle des sessions fût encombrée par la foule, les députés se réunirent au nombre de quatre-vingt-quatorze; ils envoyèrent une députation au futur empereur pour le prier d'assister à la séance. Celui-ci refusa d'abord, en prétextant que sa présence pourrait être considérée comme une entrave à la liberté des débats; cependant, après de longues discussions, il fut obligé de s'y rendre. Aussitôt qu'il sort de ses appartements, d'immenses clameurs le saluent; les chevaux de sa voiture sont brusquement dételés et des hommes du peuple et de l'armée la traînent jusqu'aux portes du palais, où se tenaient les séances du congrès.

La question de sa nomination au trône ne souffrit aucune difficulté; les députés furent unanimes, et cela se comprend, la monarchie mexicaine n'avait pas de souverain, il lui en fallait un, les sentiments monarchistes étant naturellement encore ceux de la presque totalité de la nation. On ne pouvait improviser une dynastie, on improvisa le monarque. La

seule hésitation manifestée par quelques députés hostiles provenait de la considération que le traité de Cordova déclarant que le souverain appartiendrait à une dynastie régnante ou non, leurs pouvoirs ne leur paraissaient pas assez étendus pour les autoriser à décider contre l'esprit et la lettre du traité. Iturbide lui-même appuya cette opinion; mais l'opinion contraire ayant prévalu, le vote eut lieu: soixante-dix-sept députés votèrent pour lui, quinze contre et deux se retirèrent sans voter. A peine cette élection fut-elle connue que l'enthousiasme le moins équivoque se répandit parmi toutes les classes de la société, et la voiture de l'empereur fut traînée de nouveau par le peuple à sa résidence habituelle. La nouvelle de cet événement se transmit aussitôt dans les provinces, et les réponses exprimèrent à l'unanimité que ce qui avait été fait dans la capitale était justement l'expression de leurs vœux les plus ardents. Le congrès lança un manifeste, dont voici les principaux passages.

« Mexicains!

« Vos représentants s'adressent à vous, pour la première fois, afin de vous annoncer l'événement extraordinaire qui a décidé la destinée de l'empire d'Anahuac. Son émancipation est accomplie, puisqu'il a plu à l'Être suprême de rendre aux habitants cette liberté qu'il leur donne à leur naissance, en se servant d'un individu doué de qualités extraordinaires pour achever cette noble entreprise. Vous connaissez tous le plan d'Iguala, par lequel le señor Don Augustin Iturbide commença son grand œuvre; vous connaissez aussi le traité de Cordova... qui assure l'exécution du plan d'Iguala.

« Des événements si heureux n'auraient pu arriver, s'ils n'eussent été le résultat de l'unanimité de l'opinion publique... L'orsqu'on vit que l'Espagne avait annulé le traité de Cordova, l'armée et le peuple, rompant subitement le silence à onze heures du soir, le 18 de ce mois, saluèrent le généra-

lissime Don Augustin Iturbide, du titre d'empereur du Mexique; proclamation qu'accompagnèrent des salves d'artillerie, le son des cloches, celui des fanfares et les acclamations de tous les habitants de Mexico, qui passèrent la nuit en réjouissances... et le lendemain à neuf heures, le congrès s'assembla...

« Le congrès se disposait à commencer d'une manière grave et solennelle la discussion d'une question si importante; mais, les cris du peuple redoublant à chaque instant, l'assemblée se convainquit de la nécessité de prendre en considération les droits imprescriptibles et la dignité de la nation mexicaine, qui, si elle avait été assez généreuse pour offrir le trône à la famille régnante d'Espagne, était loin d'imaginer qu'une telle offre pût être rejetée avec mépris...

« Occupé de ce grand objet depuis le premier moment de son existence politique, et jaloux de voir notre pays prendre son rang parmi les grandes nations, le congrès a proclamé le señor Don Augustin de Iturbide empereur constitutionnel du Mexique, persuadé qu'après avoir été le libérateur de sa patrie, il en sera le meilleur défenseur.

« La reconnaissance de la nation l'exigeait, les vœux unanimes de beaucoup de villes et de provinces le réclamaient impérieusement; le peuple de Mexico, et l'armée qui s'y trouvait réunie ont clairement et positivement exprimé les mêmes sentiments.

« La modération du héros d'Iguala avait plusieurs fois résisté à de semblables tentatives par un respect religieux pour le traité qu'il avait conclu. En vain voulut-il refuser encore, le 19, de se charger du fardeau d'une dignité si élevée; plus les vertus et la gloire qui lui avaient mérité cet honneur étaient éminentes, et plus sa résistance devait être inutile.

« Son amour de la liberté, son désintéressement, ses talents politiques et l'habileté avec laquelle il sait concilier des intérêts opposés, son intégrité et sa capacité pour les affaires d'État, étaient autant de titres à votre admiration...

« Mexicains! vous avez aujourd'hui sur le trône impérial Iturbide le Grand; vos vœux sont comblés... On vient de mettre sous vos yeux une relation succincte de ce grand événement, ainsi que des motifs et des considérations qui l'ont amené. Le congrès espère que vous adresserez au ciel les plus ardentes prières, pour que l'homme qui vient d'être élu, par vous, remplisse ses pénibles devoirs avec l'aide et la protection du Très-Haut.

Signé Francisco Cantarinès, *président*; José Ignacio Guterrez, *député*; Francisco Rivers, *député*, *secrétaires*. Mexico, le 21 mai 1822, seconde année de l'indépendance de l'empire. »

Le congrès s'occupa ensuite de la dynastie d'Iturbide; il créa des titres pour sa famille, et le 21 juin le nouvel empereur fut sacré dans la cathédrale avec une solennité toute européenne. Après cet événement qui donnait au Mexique des chances d'établir l'ordre, la prospérité et le bonheur du pays, il semblait que toutes les dissensions avaient cessé et fait place au repos; il n'en était rien. Les différents partis, bien qu'ils dissimulassent, pendant quelque temps, leur dépit et leur ambition, n'en continuaient pas moins leurs machinations et leur hostilité. Plusieurs députés tinrent des conciliabules pour renverser le gouvernement, sous prétexte que l'empereur « désirait » devenir monarque absolu. On ne citait aucune preuve pour appuyer ces accusations; mais parmi les députés, les uns, — républicains, — étaient mécontents de voir que l'indépendance du pays se consommait sans eux; les autres, — bourbonniens, — voyaient avec déplaisir le Mexique s'organiser sans l'aide des Bourbons. Santa-Anna, dont la conduite étrange est la parfaite personnification de la politique de contraste et de contradiction qui a dirigé le Mexique depuis son indépendance jusqu'à la chute du second empire, Santa-Anna, dis-je, était alors colonel du 8^e régiment d'infanterie; il avait été l'un des premiers à féliciter Iturbide de son avènement au trône; il avait assuré le

nouvel empereur qu'il était d'autant plus satisfait de son élévation qu'il avait pris ses mesures pour le faire proclamer à Vera-Cruz, dans le cas où il ne l'aurait pas été à Mexico. Actuellement, il importunait l'empereur pour le décider à dissoudre le congrès, s'offrant lui-même à chasser les députés de leur salle à la pointe des baïonnettes. D'autres personnages plus grands et moins violents suppliaient également Augustin I^{er} d'user de l'article 170 de la constitution, alors en vigueur, qui l'autorisait à poursuivre les personnes impliquées dans des conspirations.

Irrité contre la perfidie des uns, influencé par l'insistance de ses partisans, Iturbide prit la détermination, le 26 août 1822, de faire arrêter les coupables, sans toutefois dissoudre le congrès. L'assemblée s'émut à cette mesure et demanda d'une manière impérieuse que les députés lui fussent remis, et qu'on l'informât des causes de leur détention, afin qu'ils pussent être jugés par le tribunal des Cortès. Iturbide, ne pouvant consentir à ce que les députés fussent renvoyés à ce tribunal, parce qu'il se composait de membres du congrès soupçonnés d'être impliqués dans la conspiration, rejeta cette demande jusqu'à la clôture de l'instruction et jusqu'à ce qu'il fût statué par quel tribunal les inculpés seraient jugés. De là s'ensuivirent de part et d'autre des contestations qui durèrent jusqu'au 30 octobre.

A cette époque le mécontentement du peuple contre ses représentants arrivait à l'exaspération, et les provinces refusaient de payer les émoluments de leurs délégués. La représentation nationale s'était déjà laissé tomber dans le mépris par son apathie à l'égard de ce qui concernait le bien public et par son penchant à déprécier le plan d'Iguala. L'anarchie étant sur le point de replonger le Mexique dans d'incalculables malheurs, Augustin I^{er} dépêcha, le 30 octobre, le général Cortazar, au président du congrès, pour lui notifier que ce corps avait cessé d'exister, et, sans violence aucune, l'assemblée fut dissoute à midi. L'empereur, de nouveau proclamé le libérateur de l'Anahuac et le père du peuple,

organisa une « Assemblée instituante, » composée de membres du congrès, au nombre de quarante-cinq et de huit suppléants, choisis parmi toutes les provinces. Cette assemblée devait se borner à former une nouvelle *convocatoria*, et à n'exercer des fonctions législatives qu'en cas d'urgence. Cette mesure reçut l'approbation générale.

A la suite de ce coup d'État, l'empire redevint tranquille et le gouvernement s'occupa de développer la prospérité publique et de s'emparer du fort de S. Juan d'Uloa qui restait encore entre les mains des Espagnols et commandait la ville de Vera-Cruz. Malheureusement, Iturbide n'était point à la hauteur de la situation. Pour créer un empire le lendemain d'une révolution, il faut plus que du talent et de l'à-propos, il faut un esprit pratique, un génie organisateur, une énergie exceptionnelle; sans ces trois qualités, toujours rares à trouver réunies dans le même individu, le trône chancelle bien vite et s'écroule en brisant le souverain que les circonstances avaient fait roi, sans en avoir reçu les dons par la nature. La nouvelle administration était très dispendieuse, et pourtant l'État ne percevait aucune rente fixe pour payer les membres et les employés de la cour. Les finances n'étant point régularisées, Iturbide manquait d'argent pour satisfaire les besoins publics et les ambitions privées. Les rentes qui formaient les principaux revenus du Mexique avaient considérablement diminué pendant la guerre de l'insurrection, tandis que les dépenses augmentaient. Le commerce était paralysé autant par les événements de la Péninsule que par l'incertitude de la situation politique dans laquelle se trouvait la Nouvelle Espagne. Les Espagnols, mécontents de l'indépendance, abandonnaient le pays, emmenant avec eux leurs immenses capitaux, leurs familles et leurs serviteurs. Les mines, ruinées par la révolution et le manque de capitaux, ne rapportaient plus rien au trésor. Les bourbonniens et les anciens insurgés, un peu délaissés par l'empereur, furent travaillés par les sociétés secrètes pour les convertir en ennemis du pouvoir actuel. Tous ceux qui avaient pris

les titres de généraux, de colonels, d'officiers, d'intendants, les députés, ceux qui avaient souffert dans leurs biens, sous le régime espagnol, les blessés, en un mot, la moitié de la nation demandait des places ou des secours. Le trésor, sans ressource, ne payait personne, la solde de l'armée même était très arriérée. L'empire chancelait de tous les côtés.

Santa-Anna commandait alors la province de Vera-Cruz, sous les ordres d'Echevarri qui en était capitaine général. Tous deux avaient des instructions particulières relativement à la prise de S. Juan d'Uloa. Quelque jalousie s'éleva entre ces deux chefs au sujet de leur autorité respective. Des plaintes portées par Echevarri, la députation provinciale et d'autres personnages contre Santa-Anna, décidèrent l'empereur à lui retirer son commandement; néanmoins à cause de sa bravoure et des services rendus, il lui donna la croix de l'ordre de la Guadalupe et le grade de brigadier général. Les républicains, qui devenaient nombreux, grâce à l'active propagande des agents des États-Unis, profitèrent du mécontentement de Santa-Anna et flattèrent habilement son amour-propre et son patriotisme, en l'appelant le « Washington mexicain, » pour le décider à proclamer la république. Il revint à Vera-Cruz, où la perte de son commandement n'était pas encore connue, flatta les officiers de l'espoir d'obtenir de l'avancement, abusa la garnison par ses promesses et proclama la république, le 2 décembre 1822.

Santa Anna, secondé par Guadalupe Victoria, Vicente Guerrero et Nicolas Bravo, intimida les villes voisines d'Alvarado et d'Antigua, attaqua Jalapa, mais il fut battu et dut se renfermer dans la place de Vera-Cruz. Quoique Echevarri eût reçu de l'empereur les preuves de la plus grande amitié, quoiqu'il eût l'ordre d'attaquer Santa-Anna, il mit tant de lenteur et de mollesse dans le siège qu'il dura jusqu'au 1^{er} février 1823, époque où la convention de Casa-Mata fut conclue entre les assiégeants et les assiégés, pour le rétablissement du congrès. Echevarri était un Espagnol élevé par Iturbide du rang de capitaine à celui de général,